

Urgence complexe dans la région du Kasai, R.D. Congo

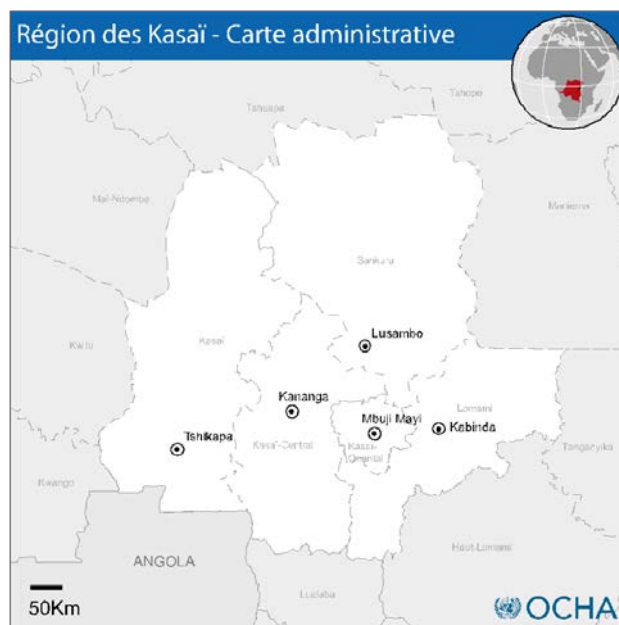
Rapport de situation No.14 (en date du 23 octobre 2017)



Ce rapport a été produit par OCHA RD Congo en collaboration avec les partenaires au Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental. Il couvre la période du 9 septembre (date suivant la parution du Sitrep n°14) au 2 octobre 2017. La région du Kasai fait ici référence aux provinces du Kasai, Kasai Central, Kasai Oriental, de la Lomami et du Sankuru.

Faits saillants

- Les dynamiques de retour des personnes déplacées dans leurs zones d'origine se poursuivent, avec au total plus de 710 000 retournés dans les provinces du Kasai Central, de la Lomami et du Kasai Oriental.
- La région du Kasai compte à ce jour plus de 762 000 personnes déplacées. Ce nouveau chiffre tient compte des mouvements de retours et de la vérification des alertes dans cinq provinces.
- La situation alimentaire et nutritionnelle est alarmante avec environ trois millions de personnes en insécurité alimentaire dans le Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental selon une enquête réalisée en août. Plus de 280 000 enfants malnutris sévères sont sans assistance.
- Une partie de l'enveloppe « réponse rapide » de 14 millions de dollars allouée par le Fonds central d'intervention d'urgence (CERF) le 6 octobre servira pour l'assistance dans la région du Kasai.
- Malgré la persistance de certaines poches d'insécurité, l'accès humanitaire n'est globalement pas une problématique majeure dans la région du Kasai - les contraintes sécuritaires pouvant être surmontées à travers une communication efficace avec les communautés et des contacts avec les acteurs de sécurité.



Source: OCHA DRC
The boundaries and names shown and the designations used on this map do not imply official endorsement or acceptance by the United Nations.

762 307

Personnes déplacées internes¹

710 451

Retournés au cours des 18 derniers mois²

130 000

Membres des communautés hôtes/familles³

425 414

Personnes couvertes par l'assistance d'urgence en cours⁴

31 370

Réfugiés Congolais en Angola (en provenance de la région du Kasai⁵)

¹ A ces chiffres s'ajoutent : 30 050 déplacés dans le Kwilu, 1 815 dans le Kwango et 400 dans le Haut Lomami (pour lesquelles les alertes sont toujours en cours de vérification) ; et 19 531 dans le Lualaba.

² Sources : Rapport n°1 de la matrice de suivi des déplacements de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) du 26 août au 16 septembre 2017 ; Evaluation multisectorielle conduite dans la province de la Lomami du 29 août au 1^{er} septembre. A noter que les retournés n'ont pas fait l'objet d'évaluations spécifiques pour déterminer dans quelle mesure leur retour est durable selon l'approche solutions durables.

³ Ce nombre de membres des communautés hôtes/familles se réfère exclusivement aux zones qui ont bénéficié d'une évaluation des besoins.

⁴ Ce chiffre est celui de la réponse du secteur sécurité alimentaire, qui est le secteur ayant assisté le plus grand nombre de bénéficiaires. En effet, il n'est pas possible de cumuler les bénéficiaires de chaque secteur car certains dans les mêmes zones sur les mêmes populations cibles.

⁵ Source: [Inter Agency operational update, 19 septembre 2017.](#)

Pour plus d'informations, voir "contexte de la crise" à la fin de ce rapport

www.unocha.org

La mission du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires (UNOCHA) est de mobiliser et de coordonner une action humanitaire efficace dans le respect des principes humanitaires en partenariat avec les acteurs locaux et nationaux.

La coordination sauve des vies

Aperçu de la situation

Dans le contexte actuel de relative accalmie sécuritaire dans la région du Kasai, les retours des personnes déplacées dans leurs zones d'origine se poursuivent, avec au total 710 451 retournés au cours des 18 derniers mois dans trois provinces, selon les dernières données disponibles. Il s'agit de 490 971 personnes retournées dans la province du Kasai Central⁶ et 121 496 personnes retournées dans la province de la Lomami⁷. Le nombre de retournés dans le Kasai Oriental demeure de 97 984 personnes, mais ces chiffres ont besoin d'être mis à jour puisque 80% des personnes seraient déjà rentrées dans leurs zones d'origine selon les estimations des partenaires locaux, et jusqu'à 95% dans le territoire de Kabeya Kamwanga où la saison culturelle incite la population à revenir pour reprendre les travaux champêtres. Par ailleurs dans la province du Kasai, 13 406 réfugiés congolais rapatriés spontanément de l'Angola ont été identifiés à Kamonia et 33 à Tshikapa - à travers les activités de l'ONG ADSSE, partenaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).



Une déplacée de 3ème âge rejoignant un site de distribution des vivres à Kananga. © OCHA/Otto

Aucun nouveau déplacement interne de population n'a été rapporté depuis le mois d'août, mais le nombre total de déplacés mis à jour est de 762 307 personnes, contre 1,4 million dans le [précédent rapport](#). Cette baisse s'explique par les mouvements de retours et la vérification des données de plusieurs alertes dans cinq provinces. Les déplacés sont répartis comme suit : 333 906 personnes dans le Kasai ; 236 663 dans le Kasai Central (dont 197 000 identifiés par l'OIM en août-septembre) ; 122 693 dans la Lomami ; 48 045 dans le Kasai Oriental ; et 21 000 dans le Sankuru. A ces chiffres s'ajouteraient 57 796 personnes déplacées dans d'autres provinces : 30 050 déplacés dans le Kwilu, 1 815 dans le Kwango et 400 dans le Haut-Lomami (pour lesquelles les alertes sont toujours en cours de vérification) ; et 19 531 dans le Lualaba.

Malgré la persistance de certaines poches d'insécurité, l'accès humanitaire n'est globalement pas une problématique majeure dans la région du Kasai - les contraintes sécuritaires pouvant être surmontées à travers une communication efficace avec les communautés et des contacts avec les acteurs de sécurité. Afin de lever tous les doutes concernant la sécurité, plusieurs missions ont été menées ces dernières semaines par le Département de la sûreté et de la sécurité des Nations Unies (UNDSS), avec le chargé de sécurité du Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) et le chargé de coordination civilo-militaire d'OCHA, notamment sur les axes Kananga-Luiza, Kananga-Tshikapa, Tshikapa-Kamonia, Kananga-Dimbelenge, et Kananga-Demba. Aucun incident majeur n'a été constaté pendant ces missions, mais des incidents sporadiques continuent d'être rapportés.

Financement

Le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et coordonnateur de secours d'urgence a approuvé, le 9 octobre 2017, une allocation « réponse rapide » de près de 14 millions de dollars du Fonds Central d'intervention d'urgence (CERF) en faveur de la RDC. Une partie de cette enveloppe est destinée aux populations affectées par l'urgence la région du Kasai, à travers divers projets en protection de l'enfant et éducation, violences basées sur le genre, sécurité alimentaire, et assistance multisectorielle (articles ménagers essentiels, transferts monétaires, santé etc.). Les zones ciblées par ces projets sont la province du Kasai Central (territoires de Luiza, Dibaya, Demba, Kazumba, et Kananga) ; la province du Kasai (territoires de Kamonia et Tshikapa) ; la Province du Kasai Oriental (territoires de Tshilenge, Miabi, et Kabeya Kamwanga) ; et la Province de la Lomami (territoires de Luilu, Kamiji, et la ville de Mwene Ditu).

Réponse humanitaire

Dans le contexte actuel de relative accalmie sécuritaire qui favorise un meilleur accès humanitaire, les acteurs restent mobilisés pour étendre géographiquement la couverture de la réponse, notamment :

⁶ Selon la matrice de suivi des déplacements de l'OIM d'août-septembre 2017.

⁷ Dont 68 786 retournés par une mission multisectorielle de septembre.

- Au-delà de la ville de Kananga (province du Kasai Central) - à travers diverses interventions ou évaluations prévues ou en cours sur l'axe Kananga-Bunkonde, à Dibaya, Tshikula, Kazumba, Dimbelenge et Luiza ; Une mission de l'Inter Cluster Provincial a, par exemple, eu lieu du 5 au 9 octobre dans le territoire de Dimbelenge.
- En dehors de la ville de Tshikapa (province du Kasai), afin d'éviter une concentration de l'aide et la création d'un « pôle d'attraction » pour les nouveaux déplacés ;
- Dans la province du Kasai Oriental, à travers diverses évaluations sectorielles en cours et dans la province de la Lomami, où les acteurs se déploient progressivement.

De façon générale, et malgré les efforts en cours, la présence opérationnelle des acteurs humanitaires reste très insuffisante dans les provinces du Sankuru et de la Lomami, limitée dans les provinces du Kasai et Kasai Oriental, et à renforcer dans la province du Kasai Central. Dans la province du Sankuru, l'aide est aussi limitée par les contraintes d'accès physique, alors que d'importants besoins sont signalés.

Depuis le début de la réponse à l'urgence dans la région des Kasai, au moins 425 414 personnes⁸ ont déjà reçu une assistance humanitaire, soit 58 pour cent des 731 000 personnes ciblées dans l'Appel Eclair lancé en avril dernier. Les paragraphes ci-après décrivent l'assistance d'urgence apportée par les acteurs humanitaires des différents secteurs depuis le début de la réponse. Il faut cependant souligner que la situation humanitaire a beaucoup évolué au cours des derniers mois, et que par conséquent les cibles initiales (globale et sectorielles) ne reflètent plus nécessairement les besoins réels.



Abri d'urgence/ Articles Ménagers Essentiels (AME)

- **31 000 personnes (8 pour cent) ont bénéficié d'une assistance en abris d'urgence/ articles ménagers essentiels (AME)** sur les 382 875 personnes ciblées par le secteur dans l'Appel Eclair. L'aide a principalement été réalisée à travers des distributions directes ou des foires aux coupons. La grande majorité des besoins n'est pas couverte, avec **au moins 351 875 personnes (92% des personnes ciblées) qui restent sans aucune assistance en abris/ AME** à l'heure actuelle. Certaines activités ayant démarré en septembre en faveur de 110 000 personnes (22 000 ménages) pourraient absorber une partie de ces besoins.

382 875

Personnes ciblées par l'assistance en AME (selon l'Appel Eclair)



Eau, hygiène et assainissement (EHA)

- **Depuis le début de la réponse, 92 693 bénéficiaires (33 pour cent) ont reçu une assistance en eau hygiène et assainissement (EHA)**, sur un total de 283 732 personnes ciblées par ce secteur dans l'Appel Eclair. Les activités réalisées incluent la construction/réhabilitation des points d'eau, la chloration d'eau aux points des collectes et domiciles, des distributions de kits EHA, la construction/réhabilitation d'infrastructures d'assainissements, ainsi que la promotion d'hygiène dans les communautés, écoles, centres des santés et autres lieux publics.

283 732

Personnes ciblées par l'assistance en EHA (selon l'Appel Eclair)



Education

- **15 075 enfants (36 pour cent) ont bénéficié d'une assistance en éducation d'urgence**, sur les 41 964 enfants ciblés dans ce secteur dans l'Appel Eclair. De plus, 413 enseignants ont été formés sur le support psychosocial (dans la province du Kasai Central) et 165 sur l'éducation pour la paix (dans les trois provinces du Kasai).
- Les activités réalisées par le cluster éducation durant le mois écoulé (depuis le dernier sitrep) incluent :
 - Dans les provinces du Kwilu et Kwango : Assistance en éducation d'urgence, à travers l'identification des enfants déplacés du Kasai en rupture et de leurs besoins en matière de scolarisation et intégration

41 964

enfants ciblés par l'éducation d'urgence (selon l'Appel Eclair)

⁸ Ce chiffre est celui de la réponse du secteur sécurité alimentaire, qui est le secteur ayant assisté le plus grand nombre de bénéficiaires. En effet, il n'est pas possible de cumuler les bénéficiaires de chaque secteur car certains dans les mêmes zones sur les mêmes populations cibles.

sociale ; ainsi que la distribution de divers kits en faveur de 4 800 élèves déplacés à Kikwit (120 kits « école dans une boîte », 50 kits récréatifs et 15 kits pour la petite enfance).

- Dans les trois provinces du Kasai : Facilitation du transport de 2 300 paires de chaussures en faveur des enfants en rupture scolaire ; acheminement de supports pédagogiques sur l'éducation pour la paix (150 guides de l'enseignant sur l'éducation pour la paix ; 150 livrets « comité » de paix et 150 guides pour le théâtre participatif) ; formation des formateurs sur l'éducation pour la paix pour 60 personnes à Tshikapa, Kananga et Mbuji-Mayi, à raison de 20 personnes par localité.
 - Sensibilisation des parents et des communautés d'accueil sur l'importance de l'éducation en situation de crise.
 - Plaidoyer auprès de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) concernant : le retraçage des enfants déplacés ne disposant d'aucun document scolaire et leur scolarisation dans les écoles publiques ; l'organisation d'examens sans frais scolaires (TENAFEP et EXETAT) pour les enfants n'ayant pas pu les passer à cause du conflit ; l'autorisation de mettre en place des espaces temporaires d'apprentissage afin de fournir une réponse immédiate, en attendant des mesures sur le long terme.
- **26 848 enfants ciblés dans l'appel Eclair sont encore privés d'accès à l'école.** Etant donné qu'une nouvelle année scolaire vient de commencer, le Ministère de l'EPSP est en train de vérifier combien d'enfants ont repris le chemin de l'école, ce qui permettra une mise à jour chiffrée de la situation et des besoins.



Nutrition

- Etant donné la gravité de la situation nutritionnelle, le **cluster nutrition a revu à la hausse son ciblage, avec 106 677 enfants sévèrement malnutris ciblés**, contre seulement 4 513 initialement ciblés dans l'Appel Eclair. En effet, selon le bulletin du Système de Surveillance Nutritionnelle, Sécurité Alimentaire et Alerte Précoce (SNSAP) du mois d'août, 15 zones de santé ont été déclarées en alerte dans le Kasai, le Kasai Central, le Kasai Oriental, la Lomami et le Sankuru. 350 462 enfants de 6 à 59 mois sont en situation de malnutrition aigüe sévère (MAS).

106 677

enfants sévèrement malnutris ciblés pour une prise en charge nutritionnelle (selon l'Appel Eclair)



Test de malnutrition sur un enfant déplacé à Tshikapa appuyé par l'UNICEF/ACF. © OCHA/Joseph M

- En termes de réponse, **48 468 enfants malnutris sévères ont été pris en charge par les acteurs dans les cinq provinces concernées depuis le début de la réponse**, dont 3 816 enfants au cours du mois de septembre. De plus, plusieurs enquêtes nutritionnelles ont été réalisées ou sont en cours (méthodologie SMART), afin de confirmer la situation dans les zones classées en alerte. Selon les résultats validés par le Comité national de validation du Programme National de Nutrition (PRONANUT) en août-septembre, la situation est critique dans plusieurs zones, au regard des seuils d'alertes qui sont de 10 pour cent pour la malnutrition aigüe globale (MAG) ; 2 pour cent pour la malnutrition aigüe sévère (MAS), et 2/10 000/jour pour le taux de mortalité. En effet dans la zone de santé de Tshikula (Kasai Central) le taux de

malnutrition aigüe globale (MAG) est de 12,3% dont 4,5% de malnutrition aigüe sévère (MAS) avec une mortalité de 0,68. Dans la zone de santé de Luiza (province du Kasai Central) le taux de MAG est de 9% de MAG dont 1,8% de MAS, avec une mortalité rétrospective de 2,9/10 000/jour ; et enfin dans la zone de santé Mukumbi (province du Kasai Oriental), le taux de MAG est de 8,3% dont 2,6% de MAS, avec une mortalité de 0,59 chez les enfants de moins de 5 ans. D'autres évaluations nutritionnelles sont en cours dans les zones de santé de Tshikaji (province du Kasai Central), Dikungu (province de Sankuru), Bunkonde et Lubondae (province du Kasai Central) Kalonda Est (province de la Lomami) et Miabi (province du Kasai Oriental).

- La situation nutritionnelle est alarmante avec plus de 280 000 enfants malnutris sévères qui sont sans assistance, et seulement 20 zones de santé (sur 95) couvertes par des services de prise en charge de cas de

MAS pour les enfants à partir de ce mois d'octobre. De plus, 456 003 enfants de 6 à 59 mois sont à risque de malnutrition aigüe modérée car la prise en charge actuelle ne couvre que 1% des besoins. Les besoins prioritaires sont notamment : des intrants thérapeutiques afin d'assurer une prise en charge adéquate des cas (approvisionnement, transport) ; le renforcement des capacités des prestataires nécessaire pour l'amélioration de la qualité des interventions ; le lancement de mécanismes de réponse rapide dans les zones où l'alerte nutritionnelle est confirmée ; et le renforcement de la surveillance nutritionnelle.



Mouvements de population

408 047

Personnes ciblées par
l'assistance en protection
(selon l'Appel Eclair)

- Dans le cadre du suivi du mouvement des populations affectées par l'urgence dans la région du Kasai, **les activités d'identification menées par les acteurs de protection jusqu'à présent rapportent un total de 767 137 personnes déplacées et retournées.** Ces données ne concernent pas tout le territoire affecté, mais seulement les zones couvertes par les activités réalisées :
 - Dans la province du Kasai Central, 688 488 personnes affectées ont participé à l'identification à travers les activités de suivi des déplacements menés par l'OIM (Displacement Tracking Matrix) sur 1 809 villages évalués dans les territoires de Demba, Dibaya, Dimbelenge, Kazumba, Luiza et dans la ville de Kananga. Soit 46 pour cent de la province du Kasai Central (1 809 villages). Cet exercice a permis d'identifier 197 519 personnes déplacées (dont 60 pour cent de femmes) et 490 969 personnes retournées (dont 59 pourcent de femmes).
 - Dans la province du Kasai, 78 649 personnes ont été assistées en matière d'identification à travers les activités de l'ONG ADSSE, partenaire du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR). Il s'agit de 65 243 personnes identifiées dans la ville de Tshikapa (dont 35 618 femmes). Parmi elles, 3 968 personnes ont été identifiées comme étant à besoins spécifiques, et 33 comme réfugiés rapatriés spontanément de l'Angola. De plus, 13 406 réfugiés rapatriés de l'Angola ont été identifiés dans la ville de Kamonia, et sur les axes de Kamako, Mayanda, Mua Kapanga, Kandjaji, Tshitundu et Kabungu.

Protection de l'enfant

- **13 572 enfants ont bénéficié d'une assistance en protection de l'enfant depuis le début de la réponse, dont 1 589 au mois de septembre :**
 - 383 enfants (74 filles) libérés des milices en septembre, portant à 702 leur nombre total (dont 105 filles). Parmi eux, 604 reçoivent un appui psychosocial dans leur environnement communautaire et familial, et 62 (dont 13 filles) ont bénéficié d'une prise en charge holistique incluant le référencement vers des structures de sante appropriées, l'appui psychosocial, la réunification familiale ou le placement en famille d'accueil, de la part des partenaires du Groupe de Travail sur la Protection de l'Enfant dans deux Centres de Transition et d'Orientation (CTO) à Kananga.
 - 900 enfants séparés et non accompagnés (dont 265 filles) ont été identifiés et pris en charge en septembre, y compris 16 enfants (7 filles) nouvellement identifiés réunifiés avec leurs familles. Ceci porte à 1 114 le nombre d'enfants séparés et non accompagnés ayant bénéficié d'une prise en charge.
 - 233 enfants (64 filles) nouvellement enregistrés au mois de septembre ont bénéficié d'un appui psychosocial à travers des Espaces Amis des Enfants (EAE) dans les provinces du Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental. Ceci porte à 11 653 le nombre total d'enfants ayant reçu un appui psychosocial.
 - 8 filles et 1 garçon survivant de violences sexuelles ont été identifiés et référés pour une prise en charge médicale spécialisée, incluant l'accès aux kits prophylaxie post-exposition (PPE) dans les 72 heures suivant l'incident, un appui psychosocial ainsi qu'une assistance légale et un appui économique au cas par cas.
- Par ailleurs en termes de renforcement de capacités, 64 acteurs de protection de l'enfant (55 hommes et 9

femmes représentant 54 organisations), ont bénéficié de formations à Kananga et Tshikapa, sur les outils intégrés (inter-agences) pour la gestion des cas, l'appui psychosocial, et la gestion et animation des Espaces Amis d'Enfants.

Violences Basées sur le Genre (VBG)

- Depuis le début de la réponse **14 714 personnes ont reçu une assistance humanitaire des acteurs du sous-cluster VBG** dans 53 zones de santé des provinces du Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental – sur un total de 408 047 personnes ciblées par l'assistance en protection dans l'Appel Éclair. Au courant du mois de Septembre, 1,229 bénéficiaires ont été assistés par les acteurs du Sous-Cluster Violences Basées sur le Genre en termes de prise en charge multisectorielle, monitoring et référencement, appui psychosocial, renforcement de capacités et sensibilisation.



Une déplacée victime de violence sexuelle à Kananga.
© OCHA/Otto B

- Parmi les activités réalisées : 1 881 personnes (dont plus de 80 pour cent étaient des survivantes de violences sexuelles) ont bénéficié d'une prise charge multisectorielle ; 1 927 femmes et filles ayant subi des traumatismes liés aux conflits ont été appuyées à travers des activités psychosociales communautaires ; et 2 900 femmes et filles en âge de procréer ont reçu de kits de dignité. De plus, des sessions de formation ont permis de renforcer les capacités de 232 prestataires de services de santé, relais/conseillères communautaires, membres de réseaux de protection, points focaux pour la collecte de données sur les VBG ont bénéficié de sessions de formation. Enfin, plus d'un million de personnes affectées par la crise ont bénéficié des activités de sensibilisation de masse et de proximité menées par les acteurs VBG.



Santé

- En matière de santé de la reproduction, diverses activités ont été réalisées depuis le mois de juin dans les provinces du Kasai (zones de santé de Kanzala, Tshikapa), du Kasai Central (Dibaya, Katende, et Tshikula) et du Kasai Oriental (Miabi, Cilundu, Kabeya Kamuanga). Il s'agit de : 7 179 consultations prénatales ; 12 277 accouchements (dont 2 695 au cours du dernier mois) ; 307 césariennes (dont 85 au cours du dernier mois) ; prise en charge de 3 669 patients atteints d'infections sexuellement transmissibles (dont 972 au cours du dernier mois) ; 261 soins post-avortement (dont 67 complications des avortements soignées au cours du dernier mois) et des sensibilisations ayant atteint 66 315 personnes. De plus, 193 personnels de santé ont été formés soit sur le Dispositif Minimum d'Urgence, soit sur la prise en charge médicale des viols.
- De multiples gaps persistent en santé notamment en ce qui concerne les capacités techniques des formations sanitaires, la mise à niveau des prestataires de soins, et la qualité des services. Une mission conjointe du Ministère de la Santé avec ses partenaires techniques est en cours dans la région du Kasai, notamment afin d'identifier les besoins et actions prioritaires à travers les Divisions Provinciales de la Santé (DPS).

371 971

Personnes ciblées par
l'assistance en santé (selon
l'Appel Éclair)



Sécurité alimentaire

- 3 032 841 personnes ont besoin d'une assistance d'urgence en sécurité alimentaire dans le Kasai, Kasai Central et Kasai Oriental, selon les résultats de l'analyse de la sécurité alimentaire d'urgence (Emergency Food Security Analysis -EFSA) conduite au mois d'août par le cluster sécurité alimentaire- des données approfondies par rapport aux estimations du 15^{ème} cycle du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire (IPC) de juin 2017.**

330 354

Personnes ciblées par
l'assistance en sécurité
alimentaire
(selon l'Appel Éclair)

- **En termes de réponse, 425 414 personnes ont reçu une assistance en sécurité alimentaire depuis le début de la crise**, sur un total de 330 354 personnes ciblées par ce secteur dans l'Appel Eclair. Il s'agit de : 211 194 personnes dans la province du Kasai ; 131 060 dans la province du Kasai Central ; et 83 160 dans la province du Kasai Oriental. Au mois de septembre, des distributions d'intrants agricoles et de semences ont été réalisées dans les zones de santé de Kabeya Kamuanga et Cilundu (province du Kasai Oriental), Kanzala, Kamonia, Luebo, Mweka, Tshikapa (province du Kasai) et enfin Bunkonde et Lubodayi (province du Kasai Central). A cela s'ajoutent 20 227 personnes ayant reçu des rations alimentaires dans la province du Kasai.



Une retournée de Tshikapa entretenant sa plantation maraîchère fournie par la FAO/AMOR. © FAO/Junior Kannah

- **Selon l'EFSA, des besoins importants demeurent en particulier dans 11 zones de santé** : Kamwesa, Kalonda, Kanzala, Nyanga, Kamonia (province du Kasai) et Tshikula, Katende, Demba, Lubodayi, Bilomba, Dibaya, Mwetshi (province du Kasai Central).



Logistique

- A travers la Plateforme Logistique mise en place pour le support à la réponse humanitaire dans la région du Kasai, **le cluster Logistique a réceptionné, à ce jour, un total de 1 294 m³ d'intrants de la part de partenaires humanitaires pour le stockage, et en a transporté 656 m³ (médicaments, non-vivres etc.)**. Au total 50 partenaires utilisent les services du cluster Logistique. De plus, 81 personnes (provenant de 43 organisations partenaires), ont été formées à la collecte des données géo-spatiales depuis le début de l'opération. A cela s'ajoutent 13 cartes sur la thématique de l'accès (nouvelles cartes ou mise à jour) publiées au cours des 3 derniers mois. Un chargé de coordination civilo-militaire (staff Cimcoord) est par ailleurs déployé et travaille en étroite collaboration avec son homologue d'OCHA. Les activités de la Plateforme Logistique visent principalement à renforcer les capacités de réponse des organisations humanitaires partenaires en optimisant les coûts et les conditions du transport des biens destinés aux populations dans le besoin ; et à leur offrir un support en proposant des services logistiques en situation de crise.



Assistance monétaire multisectorielle

- **Depuis le début de la réponse, un total de 90 357 personnes (19 937 ménages) affectées par la crise ont été assistées à travers des transferts monétaires inconditionnels**. Les familles ont reçu entre 100 et 107 dollars US par ménage pour un total de 1 454 729 de dollars US pour l'ensemble des bénéficiaires. En termes de zones géographiques, environ 60 % des bénéficiaires ont été assistés dans la province du Kasai Oriental (territoire de Kabeya Kamwanga) –et 40% dans la province du Kasai Central (territoire de Dibaya).

Coordination générale

Considérant l'ampleur des besoins humanitaires dans la région du Kasai, ainsi que dans les provinces du Tanganyika et du Sud-Kivu, et le manque de capacités de réponse et de financements disponibles, l'Equipe humanitaire pays (EHP) s'est positionnée de façon unanime en faveur d'une demande de déclaration L3 (level 3 ou niveau 3) au niveau global du système des Nations Unies, qui a ensuite été soumise est en cours d'examen auprès des instances compétentes.

Lors des réunions de l'Inter Cluster national (ICN) du 10 octobre, et de l'Equipe Humanitaire Pays (EHP) du 11 octobre, et en vue d'alimenter l'examen de l'architecture humanitaire qui doit démarrer à la fin du mois, des discussions ont eu lieu sur la structure des mécanismes de coordination, notamment la question des pôles de coordination (« hubs ») dans la région du Kasai.

Plusieurs recommandations ressortent des missions d'évaluation sécuritaire/ *CimCoord* organisées ces dernières semaines (voir page 1), notamment : Sensibiliser les acteurs à déployer les activités de réponse en dehors des chefs-lieux des provinces affectées ; Renforcer la préparation pour faire face à la mauvaise qualité des routes ; Assurer une distinction entre les activités de la MONUSCO et celles des humanitaires (renforcer la sensibilisation communautaire) ; Poursuivre la sensibilisation des acteurs sur les principes humanitaires et enfin ; Veiller à l'analyse et l'atténuation des risques liés à l'instrumentalisation de l'aide.

Contexte de la crise :

L'urgence complexe dans la région du Kasai a débuté à Tshimbulu (Kasai Central) avec le soulèvement violent d'une milice locale (Kamuina Nsapu), le 8 août 2016. Depuis lors, cette crise s'est étendue aux Provinces du Kasai Oriental, Kasai, Lomami, Sankuru et Lualaba, avec des attaques répétées des miliciens contre des symboles du pouvoir central ainsi que des affrontements entre eux et les forces de sécurité nationales. La détérioration du conflit s'est traduite par des actes violents indiscriminés de plus en plus nombreux à l'égard des populations civiles, de la part de toutes les parties au conflit. Cette crise se traduit aussi par une exacerbation des tensions intercommunautaires préexistantes entre les multiples ethnies de la zone, en lien avec le redécoupage territorial, l'effritement des systèmes de médiation traditionnelle et des structures gérées par le pouvoir coutumier ainsi que la manifestation locale des rivalités politiques au niveau national. La coexistence pacifique est mise à mal entre d'une part les communautés perçues comme soutenant les miliciens et d'autre part celles accusées de soutenir le gouvernement. Cette situation entraîne de multiples déplacements internes de population dans les différentes provinces susnommées ainsi que vers les provinces du Haut-Lomami, du Kwilu et du Kwango. Cette crise génère des besoins humanitaires importants en matière d'assistance multisectorielle d'urgence et en protection. Face à cette situation, les priorités stratégiques de la communauté humanitaire sont les suivantes : (i) renforcer la visibilité des besoins sur l'ensemble du territoire concerné ; (ii) établir une stratégie d'intervention commune et mobiliser l'attention, la capacité et les ressources à l'échelle nationale et internationale ; (iii) améliorer l'accès aux communautés les plus vulnérables en surmontant les contraintes physiques et sécuritaires ; (iv) s'accorder sur une stratégie de sensibilisation communautaire et de communication destinée aux groupes armés afin de faciliter l'acceptation de l'aide humanitaire et (v) assurer une coordination adéquate entre les acteurs humanitaires et ceux de développement et de stabilisation.

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Dan Schreiber, Chef de la section Coordination, schreiberd@un.org, Tél. +243 81 706 1204

Benedetta Di Cintio, Responsable de l'unité Cycle de Programmation Humanitaire, dicinitio@un.org, Tél. +243 81 706 1212

Mayanne Munan, Responsable de l'unité Analyse stratégique et plaidoyer, munan@un.org, Tél. +243 81 988 9147

Pour plus d'informations, veuillez-vous rendre sur, www.unocha.org ou www.reliefweb.int.

Pour être ajouté ou supprimé de la liste de distribution de ce rapport, envoyez un email à : kasendue@un.org